



HAL
open science

La mémoire inapaisée du 11 septembre 1973 au Chili : décalages et crispations quarante ans après le coup d'Etat

Antoine Maillet-Duclairon

► **To cite this version:**

Antoine Maillet-Duclairon. La mémoire inapaisée du 11 septembre 1973 au Chili : décalages et crispations quarante ans après le coup d'Etat. Les Études du CERI, 2013, n° 198-199. hal-04525064

HAL Id: hal-04525064

<https://sciencespo.hal.science/hal-04525064>

Submitted on 28 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Deuxième partie

L'Amérique latine face à l'histoire

La mémoire inapaisée du 11 septembre 1973 au Chili : déalages et crispations quarante ans après le coup d'Etat

Antoine Maillet

Hors du Chili, le général Pinochet est l'incarnation même du dictateur sud-américain. Les photos célèbres où il pose avec uniforme, cape et lunettes noires en font un symbole universel du mal, une image unanimement négative et ancrée dans le passé. Au Chili, les défenseurs de Pinochet ne sont plus qu'une minorité, certes fervente et très active, mais heureusement en voie d'extinction. La mémoire de la dictature en général est en revanche une question pleinement d'actualité, et demeure un objet de lutte. En 2013, la commémoration du coup d'Etat mettant fin à l'expérience de l'Unité populaire (UP) de Salvador Allende a été l'occasion de raviver des conflits relatifs aux événements du 11 septembre 1973, et aux dix-sept années qui ont suivi.

Les diverses manifestations autour de cette commémoration sont riches d'enseignement sur le Chili d'aujourd'hui. Hasard du calendrier, ce quarantenaire est célébré sous un gouvernement de droite¹ et en pleine campagne électorale, renforçant le caractère polémique des déclarations des uns et des autres. Cependant, les luttes symboliques qui font rage dans l'espace politique ne reflètent pas l'opinion publique chilienne sur le sujet. On observe en effet un décalage entre la crispation des élites sur le passé et l'ouverture de la société civile, plus encline à reconnaître les crimes de cette époque et les responsabilités des uns et des autres. Pour rendre compte de cette situation, nous examinerons d'abord la théorie trompeuse du « match nul » (*empate*) qui structure le débat au sein de la classe politique, et son écho très limité dans l'opinion. Puis nous traiterons des polémiques qui ont émaillé les préparatifs des commémorations, jusqu'à l'organisation de cérémonies distinctes par les deux grandes coalitions politiques. Notre analyse nous portera à conclure que la crispation de la droite sur ces questions s'explique par la réactivation du traumatisme de l'UP, c'est-à-dire la crainte, ravivée par les récentes manifestations, d'une remise en cause profonde du modèle économique et social chilien hérité de la dictature.

LE TROMPE-L'ŒIL DE LA THÉORIE DU MATCH NUL

La question de la mémoire met en jeu une variété de thèmes qui peuvent être distingués d'un point de vue analytique, mais qui se trouvent souvent liés voire confondus dans les discussions. Ainsi, revenir sur le 11 septembre 1973 revient à traiter à la fois de la responsabilité du coup d'Etat en lui-même, mais aussi des crimes qui lui sont associés, et plus généralement du bilan de la dictature, notamment, mais pas seulement, sur le plan des violations des droits de l'homme².

Sur ces différents points, les discours ont évolué, et ce quarantenaire est l'occasion de constater que les violations des droits de l'homme ne sont plus contestées que par quelques fanatiques. Leur justification reste toutefois encore monnaie courante chez les intellectuels marqués à droite pour qui elles auraient eu lieu dans le cadre d'une « guerre civile »³, ou au moins dans un contexte fortement polarisé. Ainsi, une partie de la droite défend encore l'idée du coup d'Etat comme une réponse

¹ Sebastián Piñera a fait campagne au centre droit, mais s'appuie principalement sur l'Union démocratique indépendante (UDI), parti de droite dure et défenseur inconditionnel de l'héritage de la dictature.

² Nous nous intéressons ici aux discours sur ces sujets, et non aux faits, mais rappelons que le rapport Valech (rédigé par la Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture), référence sur le sujet, a dénombré au moins 2 279 exécutions politiques, 1 248 détenus-disparus et 28 000 victimes de torture.

³ Des propos largement abusifs si l'on considère la faiblesse de la résistance au coup d'Etat.

nécessaire au chaos provoqué par les réformes de l'UP. Dans cette perspective, les crimes commis durant la dictature sont considérés comme des « excès » de certains membres des forces de l'ordre et comme le coût malheureux de la transformation économique. Cette lecture des événements a inspiré la théorie dite du « match nul »⁴ selon laquelle la responsabilité du coup d'Etat serait partagée par tous les acteurs politiques de l'époque. Avant d'expliquer comment ces discours se sont déployés autour des commémorations, il est important de rendre compte de l'état de l'opinion publique sur ces sujets.

En effet, le quarantenaire a aussi été l'occasion d'interroger les citoyens sur leur perception des événements. Les résultats révèlent un décalage entre les discussions de la classe politique et une bonne partie de l'opinion publique. Selon un récent sondage de la radio Cooperativa, 69 % des enquêtés estimaient qu'il y avait une issue démocratique alternative à la crise de 1973 et 86 % considéraient que justice n'avait pas été faite en ce qui concerne les violences commises durant la dictature⁵. Ces réponses semblent confirmer le fait que la théorie du match nul et l'injonction à aller de l'avant plutôt que de ruminer le passé sont des discours très minoritaires. De même, une enquête du Centre d'étude de la réalité contemporaine (CERC)⁶ a montré que les opinions sur « le régime du général Pinochet » évoluent rapidement. En 2009, 14 % des sondés en avaient une bonne opinion, 23 % une mauvaise, et 45 % une opinion « bonne sur certains points, mauvaise sur d'autres ». En 2013, les opinions positives ont chuté à 7 %, les opinions négatives ont atteint 37 % et les opinions mitigées 40 %. Peu nombreux sont ceux qui défendent encore le bilan de la dictature, les avis négatifs sont nettement majoritaires.

Un ensemble de productions audiovisuelles récentes a joué un rôle important dans l'élaboration de cette mémoire plus consensuelle que celle des politiques. Parmi celles-ci, on trouve la série à succès « Les années 1980 » (*Los ochentas*), diffusée à partir de 2008. Chronique intime d'une famille de la classe moyenne durant cette décennie, elle traite aussi des questions plus politiques à travers l'engagement de son aînée dans la résistance à Pinochet. Plus directement, la série « Les dossiers du cardinal » (*Los archivos del cardenal*) revient sur la geste héroïque du Vicariat de la solidarité, organisme de soutien aux victimes.

Dans cette veine, les semaines précédant la commémoration du coup d'Etat ont été l'occasion d'un véritable bouillonnement mémoriel : reportages avec des images inédites (*Chile, las imágenes prohibidas*), docu-fictions (*Once íntimo*), débats, fictions inspirées de cas réels (*Ecos del desierto*). Toutes les chaînes ont diffusé des émissions sur le 11 septembre et ses conséquences dans un souci manifeste d'impartialité et d'objectivité, laissant s'exprimer librement les opinions divergentes quant à ses causes mais portant un éclairage sans concession sur les violences exercées à l'encontre de la population. Elles ont connu avec ces programmes des succès commerciaux inattendus, qui traduisent un intérêt non seulement pour la période, mais surtout pour des représentations artistiques, cinématographiques ou littéraires réalistes et plus humaines que politisées. Elles donnent à voir une conscience qui a pris ses distances par rapport à des événements qui demeurent à l'inverse objets de déchirement pour la classe politique.

L'IMPOSSIBLE RÉCONCILIATION DES ÉLITES POLITIQUES

Les débats au sein de la classe politique tranchent avec la vision relativement consensuelle de l'opinion publique sur la dictature et ses crimes. Cette commémoration a en effet réveillé des débats fortement conflictuels autour de la qualification du régime de Pinochet, de la demande de pardon pour les actes commis durant cette période et de l'organisation même des cérémonies.

⁴ Expression employée par les détracteurs de cette vision pour dénoncer l'interprétation historique fallacieuse dont cette approche procède.

⁵ « Encuesta Cooperativa: Más del 80 por ciento acusa que falta verdad y justicia », *Radio Cooperativa*, 9 septembre 2013.

⁶ Résultats de l'enquête du CERC, « Barometro CERC. A cuarenta años del golpe militar », septembre 2013 (www.cerc.cl/cph_upl/A_4_decadas_del_Golpe_Militar.pdf, consulté le 13 octobre 2013).

Les conflits mémoriels se cristallisent souvent autour de questions terminologiques. Dans le cas du Chili, la polémique sur la qualification de la période 1973-1990 a été relancée en 2011 lorsque le Conseil supérieur de l'éducation a entériné le remplacement du terme « dictature » par celui de « régime militaire » dans les programmes scolaires d'histoire. Cela peut paraître anodin, et relativement insignifiant du point de vue de l'analyse politique, mais au Chili, le terme « dictature » est clairement associé à une vision critique, de gauche, et l'expression « régime militaire » à une tentative de la droite de minimiser la nature profonde de ce pouvoir. Devant l'émotion suscitée, les professeurs ont finalement été laissés libres d'utiliser le terme de leur choix. Cette fracture est aussi apparue clairement en juin 2013 : durant les débats des primaires pour l'élection présidentielle, aucun des deux candidats de droite n'a accepté de prononcer le terme « dictature », préférant l'expression « régime militaire » afin de répondre aux attentes de leur base électorale.

Fin août, l'ouverture des discussions relatives au 11 septembre a été marquée par la demande de pardon de Hernan Larraín, un sénateur de l'Union démocratique indépendante (UDI), collaborateur civil de la dictature, « pour ce qu'il a fait, et pour avoir oublié ce qu'il devait faire ». Dans son camp, cette demande a été accueillie au mieux avec indifférence, parfois avec hostilité. La candidate de la coalition de droite pour l'élection présidentielle⁷, Evelyn Matthei, fille d'un général de la junte, s'est par exemple montrée clairement en désaccord avec cette démarche, déclarant « j'avais vingt ans lors du coup d'Etat, je n'ai pas à demander pardon⁸ ». Pour décliner toute responsabilité, elle réduit ainsi la question de la dictature au seul coup d'Etat. Réalisant l'impact négatif de son propos, elle a d'ailleurs essayé d'en tempérer le sens dans les jours suivants.

A la suite de Larraín, le thème du pardon est devenu un *leitmotiv* des discussions sur le passé. Le sénateur socialiste Camilo Escalona, dirigeant étudiant durant l'UP, demande lui aussi pardon pour « avoir participé à la polarisation » antérieure au coup d'Etat⁹. L'ancien président Ricardo Lagos lui a énergiquement répondu qu'on ne pouvait mettre sur le même plan « des erreurs et des horreurs » et faire ainsi le jeu de la droite en accréditant la théorie du match nul¹⁰.

Pour d'autres acteurs politiques, c'est l'absence de demande de pardon qui pose question. Ainsi, les magistrats de la Cour suprême ont reconnu que leur institution avait « abandonné la tâche essentielle de protéger les droits fondamentaux » durant la dictature, mais n'ont pas demandé pardon pour autant¹¹. Le journal *El Mercurio*, auquel le président Piñera lui-même a fait allusion en évoquant des médias ayant commis des erreurs, a lui aussi évité toute déclaration en ce sens. Plus surprenant, la Démocratie chrétienne (DC), dont la réconciliation avec les socialistes est au fondement de la coalition qui a lutté pour le retour à la démocratie, la Concertación, s'est aussi refusé à tout *mea culpa* sur son rôle dans le coup d'Etat¹².

Toutes ces récriminations croisées, entre injonctions à s'excuser, refus polis ou indignés, et reproches pour les demandes de pardon formulées, ont fortement crispé l'atmosphère dans les jours précédents le 11 septembre. En plein préparatif de la cérémonie de commémoration à la Moneda, les déclarations

⁷ Evelyn Matthei a remplacé le vainqueur des primaires, Pablo Longueira, après qu'il se soit retiré pour raisons médicales.

⁸ « Evelyn Matthei: "Yo tenía 20 años cuando fue el golpe, no tengo por qué pedir perdón" », *El Mostrador*, 27 août 2013 (www.elmostrador.cl/pais/2013/08/27/evelyn-matthei-sobre-el-golpe-militar-yo-tenia-20-anos-cuando-fue-el-golpe-no-tengo-por-que-pedir-perdon/, consulté le 10 octobre 2013).

⁹ « Escalona pide perdón por "ser parte de la polarización" en los años previos al golpe de Estado », *La Tercera*, 3 septembre 2013 (www.latercera.com/noticia/politica/2013/09/674-540856-9-escalona-pide-perdon-por-ser-parte-de-la-polarizacion-en-los-anos-previos-al.shtml, consulté le 10 octobre 2013).

¹⁰ « Ricardo Lagos sale al paso de Escalona y dice "¡no señor! No hay que pedir perdón por lo que hizo Allende" », *El Mostrador*, 6 septembre 2013 (www.elmostrador.cl/pais/2013/09/06/ricardo-lagos-no-senor-no-hay-que-pedir-perdon-por-lo-que-hizo-allende/, consulté le 10 octobre 2013).

¹¹ J. Molina Sanhueza, « Corte Suprema no pide perdón, pero reconoce "omisión de jueces de la época" para evitar violaciones a los DDHH en dictadura », *The Clinic Online*, 6 septembre 2013 (www.theclinic.cl/2013/09/06/corte-suprema-no-pide-perdon-pero-reconoce-omision-de-jueces-de-la-epoca-para-evitar-violaciones-a-los-ddhh-en-dictadura/, consulté le 10 octobre 2013).

¹² Hormis quelques exceptions, la DC n'a pas condamné le coup d'Etat avant 1974.

du président de la République sur le rôle des « complices passifs, qui savaient et n'ont rien fait, ou n'ont pas voulu savoir¹³ » ont fait monter la tension parmi ses propres alliés, sans parvenir pour autant à convaincre l'opposition de participer à cet « événement républicain ». Finalement, Piñera a renoncé à faire mention des complicités passives ou à prononcer le terme dictature. La cérémonie est restée très protocolaire, centrée sur le coup d'Etat lui-même et marquée par l'absence des victimes de la dictature.

Au contraire, la candidate Michelle Bachelet et les dirigeants de la coalition Nouvelle majorité¹⁴ qui la soutient ont commémoré cette date en rendant hommage aux victimes, à travers Ana González, fondatrice de l'Association des familles de détenus-disparus (AFDD), dont le mari, deux fils et la belle-fille furent assassinés durant la dictature, et à ceux qui les ont défendus, représentés par Andrés Aylwin, avocat du Vicariat de la solidarité. Les différences de style et de contenu entre les deux cérémonies témoignent des clivages profonds et vivaces qui traversent la classe politique. Cependant, ces derniers ne doivent pas être interprétés comme le signe d'une société bloquée sur son passé mais comme les marqueurs de dynamiques propres au personnel politique de haut niveau.

CONCLUSION

La mémoire du coup d'Etat du 11 septembre 1973, et des dix-sept ans de dictature qui suivirent, est donc encore un objet de controverse. La droite politique a certes cessé de défendre Pinochet à outrance mais elle ne parvient pas à mettre à distance un passé auquel une bonne partie de ses dirigeants actuels a pris part¹⁵. C'est pourquoi le sujet reste très polémique. Ceci dit, l'opinion publique évolue plus vite que les dirigeants du pays¹⁶. Ainsi, la droite semble inexorablement vouée à perdre cette bataille de la mémoire, comme l'atteste la conscience collective qui émerge de productions artistiques et journalistiques grand public mettant en scène ces épisodes historiques, qui ont connu un large succès ces dernières années.

On peut certes essayer de comprendre cette crispation des élites en se tenant aux seules séquelles du coup d'Etat et de la dictature. Cependant, elle peut aussi traduire les craintes de la droite quant au destin de l'héritage de la dictature. Parmi les grandes transformations mises en œuvre durant cette période, en particulier le recours au marché dans le domaine des politiques sociales¹⁷, nombreuses sont celles qui ont toujours souffert d'un déficit de légitimité qui n'a fait que s'accroître avec le temps. Les mobilisations qui se succèdent depuis 2011 dénoncent les conséquences de la mainmise du secteur privé sur l'éducation mais aussi sur la santé, les retraites ou l'énergie. Par ailleurs, la revendication d'une nouvelle Constitution¹⁸ s'est amplifiée, à tel point que Michelle Bachelet en a fait une promesse de campagne.

¹³ F. Torrealba, G. Turner, « Presidente Sebastián Piñera y su juicio a 40 años del Golpe: "Hubo muchos que fueron cómplices pasivos: que sabían y no hicieron nada o no quisieron saber" », *La Tercera*, 31 août 2013 (www.latercera.com/noticia/politica/2013/08/674-540379-9-pinera-y-los-40-anos-del-golpe-hubo-muchos-que-fueron-compllices-pasivos.shtml), consulté le 10 octobre).

¹⁴ Il s'agit des partis de la Concertación, auxquels s'ajoutent le Parti communiste, qui n'avait pas participé à l'alliance de gouvernement entre 1990 et 2010, et le Mouvement ample social.

¹⁵ Bien que nombre de dirigeants de l'actuelle opposition, Bachelet en tête, aient été des victimes et/ou opposants notoires, ils semblent plus à même de mettre à distance ce passé, probablement car son interprétation est claire à leurs yeux.

¹⁶ De ce point de vue, ce pourrait être un symptôme supplémentaire de la crise de représentation qui touche le système politique.

¹⁷ Durant les années 1980, le système de retraite par répartition a été remplacé par un système par capitalisation, aux mains de compagnies privées, les administrateurs de fonds de pensions. De même, l'assurance-maladie a été en partie privatisée, avec l'essor des instituts prévisionnels de santé, et le secteur privé a fortement augmenté sa participation dans l'éducation, tant dans les cycles primaires et secondaires que supérieurs.

¹⁸ Celle en vigueur a été ratifiée en 1980, en pleine dictature, par un plébiscite réalisé en l'absence même de listes électorales.

Le malaise de la droite sur ces sujets repose donc aussi sur la peur de voir cette défaite dans la bataille de la mémoire se traduire par d'autres échecs, dans des domaines plus concrets. Les ambiguïtés de la droite laissent planer un doute quant à sa réaction à une possible nouvelle polarisation. Il ne s'agit pas du tout d'évoquer la possibilité d'un nouveau coup d'Etat, la politique chilienne actuelle ne laisse rien présager de tel, mais plutôt de bien montrer comment, subjectivement, le coup d'Etat de 1973 se constitue comme acte fondateur et référence indépassable de la politique chilienne. La nouvelle présidente Bachelet, offensive sur le plan social, peut s'attendre à voir ressurgir obstinément ce passé tragique et, pour certains, encore conflictuel.